

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l'admission aux subventions d'un établissement
d'enseignement secondaire ordinaire dans la commune de
Rixensart**

A.Gt 21-02-2018

M.B. 05-11-2018

Modification :

A.Gt 22-05-2019 - M.B. 30-01-2023

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 2016 relatif à la demande d'admission aux subventions des établissements scolaires;

Vu l'avis du Conseil général de Concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire du 21 décembre 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 février 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2018

Considérant la demande d'admission aux subventions introduite auprès des Services du Gouvernement en date du 31 juillet 2017;

Considérant que la démographie en Brabant wallon, et plus particulièrement dans la commune de Genval, justifie la création de nouvelles places scolaires;

Sur proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Modifié par A.Gt 22-05-2019

Article 1^{er}. - L'école secondaire «Ecole plurielle», dont le pouvoir organisateur est l'ASBL «L'Ecole plurielle, humanités coopératives», en abrégé «L'Ecole plurielle», ayant son siège social à Corroy-le-Grand, rue des Cordeaux 8a (arrondissement de Nivelles), est admise aux subventions à la date du 1^{er} septembre 2019, sous réserve de la conclusion d'un contrat de bail avant le 1^{er} juin 2019, pour l'accueil des élèves jusqu'au 31 août 2021 au plus tard, sur le site dit «Mazerin», situé Rue du Cerf 200, à Genval, dans l'attente de la possession d'un droit réel immobilier sur le bâtiment sis rue du Tilleul, 13, à Genval (ancien immeuble administratif de l'entreprise GSK), et du dépôt d'une demande de permis d'urbanisme lié à ce bâtiment.

Modifié par A.Gt 22-05-2019

Article 2. - Si la condition reprise à l'article 1^{er} est remplie, un emploi de directeur (directrice) d'école secondaire et un emploi d'éducateur-économe (éducatrice-économe) sont créés dans cette école à la date du 1^{er} septembre 2019.

Article 3. - Le calcul de l'encadrement de cette école est conforme aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire.

Article 4. - La durée pour atteindre la norme de rationalisation prévue à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est fixée à 8 ans pour l'établissement mentionné à l'article 1^{er}.

Article 5. - Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 février 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS